

SALAIRES, CONTRE-RÉFORMES, MÉPRIS MINISTÉRIEL... TOUTES LES RAISONS DE SE MOBILISER LE 1^{ER} FÉVRIER.

Les déclarations de la nouvelle ministre, par leur mépris vis-à-vis des personnels et de l'institution, ont scandalisé à juste titre tous les personnels de l'Éducation nationale. En cherchant à *surfer* sur les problèmes réels de non remplacement (dûs aux politiques de suppression de postes) pour se sortir de la polémique née de l'inscription de ses enfants dans un des lycées privés les plus élitistes et réactionnaires (qui plus est sous le coup d'une enquête administrative), **elle a réussi l'exploit de désigner, dès sa première sortie publique, le service public comme responsable du séparatisme des élites.**

Elle a également fait étalage de son absence de maîtrise du sujet, décrédibilisant ses explications, en parlant de « paquets d'heures non remplacées » dans le 1^{er} degré où les absences se comptent plutôt en jour et surtout, dans une école du 6^{ème} arrondissement de Paris en 2009, année et lieu où on pouvait encore remplacer les professeur-es des écoles dès leur première journée d'absence. Surtout, elle est la quatrième ministre de l'Éducation nationale d'un **Président qui n'a absolument rien fait pour favoriser l'attractivité aux métiers de l'enseignement et recruter massivement, en particulier pour reconstituer les effectifs de personnels remplaçants.**

Car, ce que prétendait avoir vécu la ministre, « comme des parents de milliers de familles », c'est le manque criant de postes dans l'Éducation, que son gouvernement vient encore d'aggraver en supprimant 650 postes dans le primaire pour la rentrée prochaine.

Quant à la réponse du gouvernement, qui dit prendre le problème à bras le corps, il ne s'agit que d'une **habile diversion sur le remplacement de courte durée et de l'échec de son Pacte** qui devait y remédier. L'effet de communication (un de plus) porte en effet sur le chiffre magique de 15 millions d'heures non remplacées, de courtes et de longues durées sur l'année 2021-2022, où, rappelons-le, on isolait encore les cas contacts du Covid au premier trimestre. Énorme ? Pas tant que cela si on le rapporte aux plus de 10 millions d'élèves du public, ayant environ, en moyenne, 25h de cours par semaine sur 36 semaines ! Surtout, ce que vivent douloureusement les familles, ce sont les absences de longue durée qui pénalisent réellement les enseignements, faute de postes de remplaçants et d'attractivité du métier.

La CGT Educ'action, reçue par la nouvelle ministre de l'Éducation nationale ce mardi 16 janvier, a pris acte, dès son introduction, de ses propos où elle se dit « désolée » et exprime le mot « excuse ». Au-delà de ces mots, **c'est surtout un véritable changement de politique qu'attendent les collègues : augmentation significative et sans condition des salaires indiciaires de l'ensemble des personnels, création massive de postes pour diminuer les effectifs par classe, améliorer les conditions de travail et permettre une réelle politique de remplacement.**

Rendre l'École publique à nouveau attractive passe par un véritable investissement budgétaire et l'abandon des politiques de tri social comme les mesures « Chocs des savoirs », la réforme des lycées professionnels ou Parcoursup...

C'est pourquoi, la CGT Educ'action appelle avec la FSU, SUD Éducation et la FNEC-FP-FO, l'ensemble des personnels à la grève le 1^{er} février.